

# NEWS

# SOLIDARNOŚĆ

ISSN 0771-9388

Editeur responsable : Jerzy Milewski

No : 59

Bi-mensuel  
Date : le 15 décembre 1985

LA DIETE POLONAISE a ratifié les amendements à la loi de 1982 sur les établissements d'enseignement supérieur le 25 juillet dernier, tournant le dos à une forte opposition des milieux académiques et aux critiques véhémentes venant de nombreux autres milieux, y compris d'Occident. Les amendements ont été attaqués sur tous les fronts pour leur nature purement politique et sans valeur éducative. Les autorités de la Pologne ont justifié les modifications en arguant que l'autonomie des établissements d'enseignement supérieur a créé des conditions favorables pour inciter étudiants, employés et enseignants à des activités anti-socialistes qui freinent le processus de normalisation socio-politique.

Les modifications élargissent sensiblement les compétences du Ministre de l'Enseignement Supérieur au détriment des compétences des autorités des écoles supérieures et de leurs organes autogestionnaires. Au moment de la mise en vigueur des amendements, les mandats de tous les membres de Conseils académiques et facultaires - à l'exception des professeurs - ont été relevés. De plus, les conseils autogestionnaires des étudiants ont été dissous et leurs statuts, qui avaient été ratifiés antérieurement par le Ministre, ont été révoqués. Chaque organisation et association étudiante doit recevoir la permission du ministre de tutelle pour s'enregistrer. Les amendements contiennent d'autre part, des règlements spécifiques permettant au ministre de démettre de leurs fonctions, jusqu'au 30 novembre 85, recteurs, vice-recteurs, doyens, vice-doyens et directeurs d'instituts - sans devoir donner de raison ou de justification. Les amendements permettent également d'envoyer des chercheurs scientifiques indépendants en pré-retraite, sans préavis, et de licencier les maîtres-assistants et chargés de cours. Pour les milieux académiques, ces modifications devaient annoncer la préparation par le pouvoir d'une vaste purge des individus qu'il juge incommodes ou dangereux.

Ces craintes se sont révélées fondées à la fin de novembre. Nous savons aujourd'hui qu'au moins 76 responsables d'établissements d'enseignement supérieur ont été démis de leurs fonctions. Les limogeages ont soulevé un tollé de protestations dans les milieux académiques: des pétitions ont été envoyées au gouvernement, des manifestations publiques ont été organisées en faveur des responsables démis, quelques collègues solidaires ont démissionné de leurs fonctions en signe de protestation. A Wroclaw, les milieux universitaires ont lancé un préavis de grève. Nous n'avons pas encore d'informations complètes sur l'ampleur des limogeages et les noms ci-dessous n'ont pas été entièrement confirmés.

Le recteur de l'Université de Gdansk, Professeur Karol Taylor, a été démis ainsi que le Professeur Marian Kwapisz, doyen du département de mathématiques, et Jerzy Grzywacz, vice-doyen au même département. Les vice-recteurs Prof. Antoni Sliwinski et le Prof. Brunon Synak ont démissionné de leurs fonctions en signe de protestation.

Cinq personnes de la Polytechnique de Varsovie ont été démis, y compris le recteur, Prof. Wladyslaw Findenstein. Six personnes ont été démis de l'Université de Varsovie. Ludwik Spiss, vice-recteur de l'Académie de l'Agriculture de Cracovie a été démis. Le recteur de l'Académie, Prof. Piotr Zalewski et un autre vice-recteur, Prof. Marian Tischner, ont démissionné en signe de protestation.

Treize personnes ont été démis de l'Université de Poznan, y compris le recteur Prof. Franciszek Kaczmarek, 4 vice-recteurs et 7 des 8 doyens de Facultés. Prof. Tadeusz Puchalka, recteur de la Polytechnique de Poznan a été démis. En signe de protestation, le Prof. Kazimierz Szebiotko a démissionné de son poste de recteur de l'Académie de l'Agriculture à Poznan.

Les six personnes suivantes ont été démis de l'Université de Wroclaw: Prof. Czeslaw Hernas, directeur de l'Institut de la Philologie Polonaise; Prof. Wojciech Wrzesinski, doyen de la faculté et Mieczyslaw Zlat, assistant-doyen de la même faculté, l'historien Krystyn Matwijkowski; Prof. Roman Duda, un mathématicien et le Prof. Adam Galos, directeur de l'Institut d'Histoire. Prof. Jacek Mlochowski et Zbigniew Pohl ont été démis de la Polytechnique de Wroclaw - on ne sait quels postes ils détenaient.

Des limogeages ont eu lieu dans des établissements à Cracovie, Opole, Torun et Radom; nous attendons des informations supplémentaires.

\*\*\*\*\*

4°P. 12007

LE PROCES en appel devant la Cour Suprême Polonaise des leaders de NSZZ "Solidarnosc", Władysław Frasiński, Bogdan Lis et Adam Michnik est prévu pour les 14 et 15 janvier 86. Tous trois sont, paraît-il, en bonne condition physique et morale. Le Bureau de Coordination à l'Etranger demande à tous les amis de "Solidarnosc" en Occident d'envoyer au Général Wojciech Jaruzelski à Varsovie des lettres exigeant la libération des accusés.

LE BUREAU DE COORDINATION à l'Etranger a fait paraître l'appel ci-dessous le 6 décembre, suite au grand nombre de limogeages dans les universités et collèges de la Pologne.

Le Ministre de la Science et de l'Enseignement supérieur en Pologne a démis de leurs fonctions au moins 76 recteurs, vice-recteurs, doyens et directeurs d'instituts à la fin du mois de novembre. La nature purement politique de cette purge a entraîné un tollé de protestations de la part de la communauté académique en Pologne. Entre autres, le vice-recteur de l'Université de Gdansk, le recteur et le vice-recteur de l'Académie de l'Agriculture à Cracovie et le recteur de l'Académie de l'Agriculture à Poznan ont démissionné en signe de protestation contre les décisions des autorités de la Pologne. La protestation générale et les tensions dans les collèges et universités ont culminé par le lancement d'un préavis de grève dans les établissements d'Enseignement Supérieur à Wrocław.

Nous craignons que les actions de protestation provoqueront une nouvelle vague de répressions contre les enseignants et étudiants. Nous en appelons donc à tous d'entreprendre des actions pour défendre les libertés académiques et les droits des travailleurs menacés de la répression des autorités de la Pologne. Des campagnes de protestation décisives et concertées en Occident peuvent limiter sensiblement les répercussions que peuvent entraîner cette nouvelle crise et peuvent, d'autre part, limiter les représailles de la part des autorités.

Nous demandons à nos amis occidentaux de s'adresser à leurs ministres de l'Enseignement et de la Culture, à leurs académies et associations scientifiques, de même qu'à leurs universités, par un appel urgent pour des activités de soutien en faveur de nos collègues en Pologne.

LE 12 DECEMBRE 1985 les représentants du Bureau de Coordination à l'Etranger de NSZZ "Solidarnosc", Jerzy Milewski, Krzysztof Pomian et Piotr Chruszczynski, ont rencontré, à son invitation, le Premier Secrétaire du Parti Socialiste, Lionel Jospin.

Au cours de cette rencontre, ils ont pris connaissance avec satisfaction de la position du Parti Socialiste au sujet de la visite du général Jaruzelski chez le Président.

Ils ont rappelé de leur côté, que le coup de force du général Jaruzelski du 13 décembre 1981 a abouti à la liquidation des libertés syndicales et d'associations pacifiquement conquises par le peuple

polonais entre août 1980 et décembre 1981. Depuis quatre ans, la répression des activités indépendantes est devenue en Pologne plus féroce qu'à toute autre époque après octobre 1956.

Ils ont rappelé aussi que "Solidarnosc" a été et reste attachée à un développement des échanges commerciaux entre la Pologne et les pays occidentaux et qu'elle reconnaît l'utilité des rencontres entre les dirigeants politiques, pourvu qu'elles servent la cause des libertés et des droits de l'homme. Ils ont constaté toutefois que la visite du général Jaruzelski chez le président Mitterrand a eu lieu après un refus récent du gouvernement polonais de proposer à la Diète une amnistie pour tous les prisonniers politiques et au moment d'une purge sans précédent des établissements d'enseignement supérieur. Et qu'elle ne s'accompagnait d'aucune déclaration publique du président de la République Française concernant la violation par la Pologne des traités internationaux et des conventions ayant trait aux droits de l'homme. Aussi, n'a-t-elle pu susciter dans l'opinion polonaise que déception et amertume.

D'autre part, les représentants de "Solidarnosc" ont demandé que le Parti Socialiste prenne position au sujet de la visite à Varsovie du Président de l'Internationale Socialiste, Willy Brandt, et de son refus d'aller rencontrer le président de "Solidarnosc", Lech Walesa, qui ne pouvait venir le voir, étant assigné à résidence à Gdansk.

Les représentants de "Solidarnosc" ont souligné enfin que quiconque prétend aider le peuple polonais doit maintenir des relations non seulement avec le gouvernement de la Pologne mais aussi avec les institutions qui représentent la société polonaise et, en premier lieu, avec "Solidarnosc".

LE SYNDICAT ITALIEN UIL a adopté une résolution sur la Pologne lors de son 9ème Congrès qui a eu lieu le 26-30 novembre à Florence. Le Congrès a réaffirmé son soutien des travailleurs de la Pologne et de leur libre choix de former des syndicats authentiques, un choix qui a été bafoué malgré les accords signés par les autorités de la Pologne et NSZZ "Solidarnosc" et malgré les conventions de l'OIT qui ont également été signées par les autorités de la Pologne. Le Congrès reconnaît la Commission de Coordination Provisoire de NSZZ "Solidarnosc", qui fonctionne actuellement dans la clandestinité, comme le représentant authentique de "Solidarnosc" et des aspirations des travailleurs. Le Congrès demande la restauration d'un climat politique et légal propice au développement des libertés syndicales en Pologne.

PROCES RECENTS pour activités syndicales et indépendantes

- Włodzimierz Chmielowiec, 20 ans, employé à l'Institut de synthétiques et de teinture de Zabrze en Silésie, a été condamné à deux ans de prison par le tribunal de Gliwice pour avoir rassemblé des signatures sous une pétition à la Diète protestant contre le meurtre du Père Jerzy Popieluszko.

- Edward Pstrokowski, arrêté le 28 octobre, a été

condamné à deux ans de prison et 100.000 zlotys d'amende par un tribunal de Varsovie pour possession de publications indépendantes. Le juge Koltuniak a prononcé cette peine de deux ans malgré les réquisitoires moins sévères du procureur qui ne réclamait que 8 mois de prison.

- Wladyslawa Woroniecka, de Varsovie et Edward Muller de Slupsk ont été condamnés par un tribunal de Varsovie à 1 an et demi de prison chacun sous l'inculpation de distribution de publications indépendantes. Jacek Torbicz de Cracovie a été condamné dans la même affaire à une peine de 8 mois. Tous trois sont en état d'arrestation depuis le 22 février 85.

- Wlodzimierz Bogaczyk, 19 ans, étudiant en histoire à l'Université Mickiewicz de Poznan, a été condamné à 10 mois de prison par un tribunal de Poznan pour "incitation au désordre public".

- Zdzislaw Araucz, 25 ans, ouvrier dans la construction de Gdansk, a été condamné le 11 octobre à 1 an et demi de prison sous l'accusation de participation "à un événement dont les participants ont attaqué physiquement une personne", art. 275 par.1 du code pénal.

- Piotr Nowaczyk et Tadeusz Tokarz, tous deux âgés de 18 ans, ont été jugés le 13 octobre à Siemianowice en Silésie, selon la procédure sommaire. Ils avaient été arrêtés le 12 pour distribution de tracts anti-électorales. Nowaczyk a été condamné à 9 mois de prison, Tokarz à 5 mois.

- Janusz Lawecki, employé à la Coopérative municipale pour handicapés de Siedlce, a été jugé selon la procédure sommaire et condamné le 11 octobre à 8 mois de prison.

- Halina Kleniewska, 64 ans, de Bierutowice, a été condamnée selon la procédure sommaire à un an et demi de prison à Wroclaw pour possession de publications et tracts indépendants.

- Zdzislaw Szafranski, 60 ans, a été condamné selon la procédure sommaire à 6 mois de prison, à une amende et à verser une somme importante à la construction du Monument à la Mère Patrie, le 21 octobre par un tribunal de Varsovie. Il a été arrêté le 19 octobre à un arrêt de bus dans les quartiers de Zoliborz alors qu'il revenait d'une messe à la mémoire du Père Jerzy Popieluszko. La cour n'a pas autorisé les témoins de la défense à déposer; les charges ont été présentées par quatre policiers. Le procureur avait demandé un an de prison "pour l'exemple" parce que l'accusé "se trouvait près de l'Eglise et chacun sait ce qui se passe là-bas". Szafranski souffre d'une cirrhose du foie et son état exige une alimentation spéciale. Il a de ce fait été incapable de manger quoique ce soit du 19 au 21 octobre.

- Karol Goldysiak, étudiant en informatique à l'Université Mickiewicz de Poznan, a été condamné le 9 octobre à un an de prison avec sursis. Il a été détenu du 28 avril au mois de juillet.

- Marek Kosturek, Marek Tomaszewski, Tomasz Tubelwicz, Andrzej Jurkowski et Malgorzata Morawska ont été jugés selon la procédure sommaire et ont été condamnés à deux ans de prison chacun pour activités indépendantes. Les hommes ont été envoyés à Sluzewiec, une prison célèbre pour ses conditions de dé-

tention affreuses à Varsovie; la femme a été envoyée à la prison Olszynka-Grochowska dans la périphérie de Varsovie.

#### ARRESTATIONS pour activités indépendantes

##### Gdansk

- Leszek Sobieczek, membre du présidium fondateur du Comité inter-entreprise de "Solidarnosc" de Gdansk et du Conseil régional, a été arrêté le 17 octobre.

- En jugement pour participation à des structures illégales: Andrzej Michalowski, arrêté le 1er octobre; Antoni Grabarczyk (licencié de son poste au Port de Gdansk), Miroslaw Grabarczyk et Helena Sobutka (employée à la direction du Port), tous trois arrêtés le 7 octobre; Jozef Raszewski (licencié de Budimor, entreprise de construction), arrêté le 8 octobre.

- Accusés dans la même affaire d'édition de publications indépendantes: Ryszard Jagodzinski, arrêté le 30 octobre, récidiviste; Jacek Balk, arrêté le 9 octobre; Lech Kosiak, technicien en mécanique, arrêté le 3 octobre, récidiviste; Zbigniew Dabrowski, soudeur à Elektromontaz, arrêté le 10 octobre; Janina Wehrstein, secrétaire juridique, arrêtée le 9 octobre; Tomasz Andruczyk, étudiant à l'Université de Gdansk, arrêté le 10 octobre.

- Accusés selon l'article 282a par. 1 (incitation au désordre public): Andrzej Chojecki, employé au Chantier naval Wisla, arrêté le 14 octobre; Krzysztof Galinski, étudiant de dernière année d'école secondaire, arrêté le 9 octobre; Tomasz Kalinowski, 19 ans, arrêté le 14 octobre; Jaroslaw Malcow, employé à l'Académie Polonaise des Sciences, arrêté le 13 octobre; Antoni Palka, employé municipal, arrêté le 12 octobre; Andrzej Sekowski, employé aux communications provinciales, arrêté le 11 octobre et Jerzy Kanikul, étudiant, arrêté le 11 octobre.

- Dariusz Gozdzikow, 21 ans, employé à Elmor, arrêté le 7 octobre et accusé de la destruction de propriété publique (dissimulation de matériel d'imprimerie, ndlr).

- En détention préventive de 3 mois: Andrzej Smolski, employé aux communications provinciales à Gdansk, arrêté le 8 octobre; Piotr Kapczynski, employé dans une coopérative à Sopot, arrêté le 10 octobre; Jaroslaw Grzybowski, employé au chantier naval Lénine, arrêté le 11 octobre; Stanislaw Cichy, Jerzy Fitz et Jerzy Papuga, tous employés à l'Hygiène publique, arrêtés le 11-12 octobre; Tomasz Pytlik, arrêté le 10 octobre.

- Zdzislaw Poborca, employé à l'Hygiène publique et Piotr Iwanowicz, travailleur au Chantier naval ont été arrêtés à Gdansk le 10 octobre alors qu'ils collaient des affiches anti-électorales. Tous deux ont été battus au poste de police.

##### Cracovie

- Robert Rychlicki, ancien dirigeant de l'organisation étudiante de "Solidarnosc" de l'Académie Sidérurgique et Minière de Cracovie, a été accusé de distribution de publications indépendantes et condamné à trois mois de prison le 14 octobre.

### Lodz

- En détention préventive, de trois mois pour distribution de publications indépendantes: Andrzej Butka, employé à l'Institut de Technique Mécanique; Jerzy Nagorski, ingénieur électricien; Jerzy Waleza de la Polytechnique de Lodz, arrêté tous trois le 25 octobre; Roman Przybylinski, travailleur dans une entreprise d'élevage de volaille, arrêté le 8 octobre; Krzysztof Bednarek et Wieslaw Zyzniewski, arrêtés le 5 octobre.

### Varsovie

- Maria Sopuch, employé dans un supermarché, Zbigniew Milwicz, arrêté le 26 octobre, et Stanislaw Wiak, arrêtée le 31 octobre, ont été accusés de distribution et d'impression de publications indépendantes.

LES PRISONNIERS POLITIQUES de Braniewo ne se nourrissent plus que tous les deux jours depuis le mois d'août. C'est leur façon de protester pour qu'on leur reconnaisse un statut de prisonniers politiques. Les autorités pénitenciaires ont réagi en les soumettant à toutes sortes de sanctions: la suppression de draps, de couvertures et de matelas, les fouilles corporelles, l'interruption et le refus de visites, les ennuis causés aux visiteurs. Il arrive aussi très souvent que les punitions soient collectives. Les détenus de la cellule no. 3, Henryk Grzedzielski, Marek Mickiewicz et le Père Sylwester Zuch, durent ainsi dormir sur les sommiers pendant 5 jours. Depuis, les prisonniers ont décidé que chaque sanction prise contre l'un d'entre eux sera supportée par ses compagnons. C'est ainsi que, lorsqu'un détenu est envoyé au cachot, les autres décident de dormir sur les sommiers jusqu'à son retour.

TREIZE PRISONNIERS de Strzelin ont entamé une grève de la faim le 26 octobre. Mirosław Młodecki, Zbigniew Korczowski, Jan Madeja, Bartłomiej Gigla et Zbigniew Skiba de Lublin, Andrzej Pokorski de Włodzisławiec Śląski, Grzegorz Surdy de Cracovie, Paweł Napierański de Poznań, Stanisław Piotrowski de Jelenia Góra, Roman Kurpanik de Knurów, Michał Gabbanowicz et Krzysztof Bakowski de Wrocław ainsi que Czesław Czesznowski de Polkowice. En octobre, les répressions s'étaient encore accrues: on refusait les visites aux prisonniers, on les soumettait à la fouille intime, on détruisait les objets religieux trouvés dans les cellules. Les prisonniers politiques amenés le 25 octobre furent complètement isolés des autres. Et une discussion entre les gardes et deux prisonniers au sujet de cigarettes fumées se termina par le passage à tabac des détenus, ce qui déclencha la grève de la faim du 26 octobre. Le 27 octobre, la direction décida de supprimer les maigres privilèges des prisonniers politiques: il n'y a plus de promenades, de rencontres, de visites, ni même de permission d'assister aux services religieux.

LES GARDES d'une prison des environs de Katowice ont fait enlever une photo découpée dans un magazine officiel: elle représentait l'aigle blanc polonais

brandissant le drapeau du soulèvement de Silésie et ornait le mur d'une des cellules. La direction de la prison interdit aussitôt aux détenus de la cellule, Alfred Gnilka, Ryszard Supranowicz, Bystrzycki, Kubicki et Kucharczyk de s'approvisionner à la cantine et les obligea à dormir sur les sommiers. En signe de protestation, ils ont entamé une grève de la faim.

LE PERE TADEUSZ ZALESKI, un prêtre de Cracovie, a été agressé le 4 décembre par quatre inconnus masqués. Ils l'ont lié, puis passé à tabac. Avant de partir, les agresseurs ont mis son appartement à sac. Le père Zaleski a dû être hospitalisé vu la gravité de son état. Il faut rappeler que le père Zaleski avait déjà subi une agression en avril dernier, mais son cas avait été classé par la police "pour faute de preuves".

KRZYWANIEC qui était une prison pour femmes où les conditions de détention étaient les meilleures, est devenue célèbre, aujourd'hui, pour ses conditions de vie affreuses et pour les mauvais traitements infligés aux détenues. On y a transféré de nombreuses femmes-prisonniers politiques, fin octobre, et parmi elles, Anna Pracka, condamnée à un an et demi de prison pour colportage de publications indépendantes; A. Pauli, à deux ans et demi de prison pour avoir été prise en possession de pièces détachées de radio; Mme Rozwadowska-Ciolek, arrêtée alors qu'elle se tenait près d'un poste de police sur lequel on avait collé un tract anti-électoral. Un policier faisant office de témoin et de plaignant a demandé deux ans de prison sans même présenter de preuves de culpabilité. Mme Rozwadowska-Ciolek écopa de 8 mois selon la procédure accélérée. Une étudiante, Mme Marchwinska, également transférée à Krzywaniec pour un an, avait été arrêtée en possession de tracts anti-électoraux.

LES PRISONNIERS POLITIQUES de la prison de Leczyca viennent de commencer une autre grève de la faim pour protester contre de nouvelles restrictions. Ils avaient pourtant acquis un meilleur traitement après leur grève de la faim au début de 1985. Le directeur Chrzanowski a accepté un retour au meilleur traitement mais a ordonné, par ailleurs, le transfert disciplinaire du prisonnier politique Marek Lucarz, un ouvrier des aciéries de Nowa Huta, à la prison de Lodz. Les prisonniers rejetèrent la décision du directeur d'abord parce que le tribunal de la prison n'a pas approuvé le transfert et par ailleurs, parce que Lucarz n'a pas subi l'examen médical nécessaire avant son transfert. Ses co-détenus continuent leur grève de la faim contre cette décision qui met en danger la vie de Lucarz.

LES TRAVAILLEURS DE L'ENTREPRISE des taxis municipaux de Varsovie, MPT, sont systématiquement licenciés s'ils sont soupçonnés d'avoir des sympathies, même minimales, avec "Solidarnosc". On vérifie les chauffeurs à tous les niveaux à la recherche de preuves. Un des derniers licenciés est un ex-interné, Waldemar Lidzbarski, qui a perdu le procès qu'il avait intenté pour s'opposer à son licenciement.

A L'USINE ROZA LUXEMBOURG de Varsovie, les ouvriers en congé de maladie sont licenciés, en vue "d'accroître la discipline à l'usine". Lors des licenciements, la direction ne tient nullement compte du maximum de congés de maladie autorisé. La plupart des femmes licenciées avaient dû prendre congé pour soigner leurs enfants malades.

LES COOPERATIVES D'APPARTEMENTS viennent d'abaisser les normes maximales de superficie. Chaque famille recevra 85 mètres carrés au lieu de 100. C'est ainsi que dans le complexe d'habitation de la rue Jagiellońska à Varsovie, les balcons seront comptés comme espace de living et les espaces de rangement seront éliminés pour se plier à ces nouvelles normes.

LE NUMERO DE NOVEMBRE du bulletin d'information publié par les militants de "Solidarnosc" de l'usine de pièces radio, ZWAR, a révélé quelques scandales internes. M. Kania et M. Sobotor, dirigeants des néo-syndicats à l'usine, ont détourné 50 mille zlotys de la caisse du syndicat pour leurs loisirs privés. (1, 220,000 zlotys des fonds de "Solidarnosc" ont été versés au néo-syndicat). Le scandale fut découvert par le secrétaire de la cellule du Parti qui contrôle les fonds du néo-syndicat et qui remarqua plusieurs chèques signés en son nom. Kania et Sobotor ont été licenciés par la direction mais pas les autres syndicalistes. Un nouveau dirigeant fut élu, M. Kida, qui se présente comme ouvrier-métallurgiste mais qui est, selon le bulletin, "un mouchard, un ivrogne et un voleur". Le Bulletin fait état d'autre part, dans l'atelier de vernissage du manque d'aération et de refroidissement par eau protégeant les ouvriers contre la chaleur et les particules métalliques. Il en résulte une augmentation du nombre de malades dans cet atelier. En dernier lieu, la Commission clandestine de "Solidarnosc" à l'usine ZWAR remercie ses militants pour leur réponse à son appel en septembre: l'augmentation des cotisations permet dorénavant d'aider les militants syndicaux dans le clandestinité.

LE BUDGET de l'Etat polonais a accusé un déficit de 150 milliards de zlotys (environ 900 millions de dollars) pour l'année fiscale 1985. C'est la cinquième année déficitaire consécutive. Le déficit couvert par la Banque nationale de Pologne est une des raisons fondamentales de l'inflation du pays. Le dernier plan avait prévu un budget équilibré pour 1985. Pourtant, les prix ont augmenté de 15% de plus que les prévisions. Les exportations vers les pays occidentaux ont été de 11% inférieures à celles prévues. Les autorités ne prévoyaient qu'un accroissement de 4% de l'emploi dans l'administration. Mais l'emploi dans ce secteur avait déjà augmenté de 16% au cours des six premiers mois de 1985.

DANS UN DERNIER GRAND EFFORT pour freiner la politisation dans l'Enseignement supérieur, le Conseiller en chef de la Science et de l'Enseignement supérieur a entériné une critique négative d'une proposition gouvernementale permettant aux établissements d'édu-

cation supérieure d'embaucher comme professeurs-adjoints, des candidats sans doctorats. Le Conseil a soumis son rapport critique en novembre, lors de sa dernière réunion. Depuis, le conseil a été dissous et réorganisé selon des règlements différents. C'est le Ministre de l'Enseignement supérieur qui maintenant approuve des candidats pour des postes au Conseil.

SUR 16 LETTRES de protestations envoyées à la Cour Suprême suite aux élections du 13 octobre, 14 ont été rejetées parce que non-conformes à la procédure et 2 ont été envoyées à la Diète avec un commentaire les dépréciant.

#### LES TKOS

Les membres de "Solidarnosc" ont commencé à se regrouper presque immédiatement après l'imposition de la loi martiale en décembre 1981. Des liens informels se sont tissés entre les militants qui voulaient continuer à récolter les cotisations syndicales, aider les familles des internés et organiser des protestations. Une de ces structures a pris le nom de Comité Régional de Résistance de "Solidarnosc" ou TKOS, en août 82, organisé sur un plan inter-régional ou non sur une base inter-entreprise comme le faisaient la plupart des autres réseaux. Dans la région de Mazovie, le TKOS a créé un réseau d'information qui a fondé ensuite l'Agence d'Information TKOS. Les nouvelles étaient au tout début distribuées en une dizaine de publications manuscrites, croissant plus tard à 80 exemplaires d'informations sur les activités syndicales, les arrestations, les répressions, etc. circulant au sein des commissions exécutives régionales de "Solidarnosc" et au sein du "Tygodnik Mazowsze", hebdomadaire indépendant. Un des TKOS, actif dans la périphérie sud-ouest de Varsovie, a publié un premier bulletin, Sektor, en été 82. Il paraît maintenant tous les 10 jours à un tirage de plusieurs milliers d'exemplaires. Associé à un club ouvrier indépendant, le TKOS a entrepris la publication d'un journal socio-politique, BAZA, dont le premier numéro est paru en juillet 82. Plus tard, KRET - une maison d'édition a été créée; elle a déjà publié trois livres, le quatrième est en préparation. KRET est en mesure de publier un format normal A4 et non en format miniature, difficile à lire, comme celui de la plupart des publications indépendantes. La plus grande part des fonds de la TKOS provient des cotisations syndicales; le TKOS imprime gratuitement SEKTOR et des re-éditions du Tygodnik Mazowsze, ainsi que d'autres publications régionales comme les Bulletins de la Pensée Médicale Indépendante. Le TKOS prend également part aux activités de la régionale de "Solidarnosc". Avant les élections du 13 octobre dernier, le TKOS a diffusé des dizaines de milliers de tracts anti-électorales dans la région de Varsovie. Le TKOS a diffusé sa 1ère émission radio à la fin de 83 et a récemment réussi à sur-imprimer des slogans de "Solidarnosc" sur les écrans de TV de la région de Varsovie. Lors d'une de ses premières tentatives dans ce domaine, le TKOS a diffusé le message "Allumez vos radios" pour annoncer une émission de radio invitant les auditeurs de se rendre au procès de deux person-

nes accusées du colportage de BAZA. La présence y fut élevée, à la joie des défenseurs, et au dépit du juge et du procureur.

Sources: Pol-Pressé no. 11/12; Tygodnik Mazowsze nos. 145, 146; Tygodnik Powszechny 8.12.85; Wola no. 35.

\*+\*+\*+\*+\*+\*+\*

Nous souhaitons à nos lecteurs de Joyeuses Fêtes et une Bonne Année. Le prochain NEWS paraîtra le 15 janvier.

\*+\*+\*+\*+\*+\*+\*

